

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Sarkozy encore contre les droits des femmes**

- Féminisme -

Date de mise en ligne : samedi 18 avril 2009

---

**Démocratie & Socialisme**

---

Dans la série « Sarkozy dit un truc et fait le contraire » :

### **Droit à l'avortement**

7 mars 2006 : Sarkozy, ministre de l'intérieur déclare : « L'avortement est un drame pour toutes les femmes qui le vivent. Mais c'est justement parce que c'est un drame que la loi doit être appliquée. Il n'y a pas assez d'infrastructures et de personnels et les temps d'attente sont trop longs. »

Février 2009 : pour les infrastructures et le personnel plus nombreux, on attend toujours. Par contre, pas d'attente pour une attaque en règle contre le planning familial : réduction d'un tiers des subventions accordées par l'état ! Or, ce sont des millions de jeunes filles et de femmes (450000 par an) qui ont un jour franchi le seuil de l'une des permanences du MFPP, y trouvant alors, écoute, soutien moral, informations et consultations médicales. Dans des locaux souvent vétustes et malgré un manque criant de moyens, le planning assure depuis 1967 (loi Neuwirth) une mission de santé publique. Alors, supprimer un tiers des subventions, c'est signer un arrêt de mort !

La pétition lancée le 29 janvier par le planning contre la diminution des aides de l'Etat a réuni 106000 signatures. La proposition de B. Hortefeux : un financement sur trois ans, est accueillie avec beaucoup de prudence.

### **Retour sur le congé parental... pour le bien des femmes**

Sarkozy préfère « que l'on privilégie l'aménagement des horaires de travail et le temps partiel plutôt que l'arrêt total de l'activité ». Il souhaite aussi que 200 000 places supplémentaires de garde pour les moins de trois ans soient créées d'ici 2012. Il rajoute : « S'occuper à temps plein de son enfant, c'est formidable à condition que ce soit un choix », et que les femmes « ne soient pas sanctionnées quand elles veulent reprendre un travail ». On applaudirait presque, mais là encore, la réalité est tout autre : tentative de suppression des cartes familles nombreuses, suppression de l'avantage fiscal parents isolés (des mères isolées à 92%) et surtout cadeau au patronat via la remise en cause de la participation des entreprises au financement de la politique familiale « les 30 milliards de cotisations patronales famille peuvent être pénalisantes pour la croissance et l'emploi ». Alors, où trouver l'argent pour les crèches ?

Bref, avec Sarkozy, c'est toujours la même histoire : des projets clinquants et jamais réalisés des cadeaux bien réels, eux, au patronat.

**Virginie Houadec**, secrétaire fédérale aux droits des femmes PS31

**Josette Costes**, conseillère déléguée à l'égalité femmes/hommes, Ramonville, 31

---

**NON AU DÉMANTÈLEMENT DU SERVICE DES DROITS DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ !**

## **Sarkozy encore contre les droits des femmes**

---

Les inégalités entre les femmes et les hommes subsistent dans l'ensemble de la société : une femme meurt tous les trois jours victime de violences conjugales, 83% des salariés à temps partiel sont des femmes, dont un million souhaiterait travailler davantage, l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes est de 19%.

Le Président de la République a déclaré vouloir « appliquer à tous les niveaux et dans toutes ses dimensions (salaires, responsabilités, reconnaissance sociale), l'exigence d'égalité », mais les notions de « droits des femmes, d'égalité ou de parité » ne figurent plus dans les intitulés des ministères ou des secrétariats d'Etat et aujourd'hui l'administration qui a en charge l'impulsion et la mise en oeuvre de cette politique, le Service des droits des femmes et de l'égalité (SDFE), est menacée de démantèlement.

Sous couvert de modernisation de l'administration, la politique de l'égalité se réduit à une approche cloisonnée, axée sur la cohésion sociale et l'action en direction des publics vulnérables : un petit bout dans la lutte contre les discriminations, un autre dans la lutte contre les violences... mais pas de prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les politiques publiques. Agir pour l'égalité entre les femmes et les hommes est un enjeu de progrès pour la société toute entière.

Sacrifier cette politique et le service qui la porte signe indiscutablement un retour en arrière en contradiction totale avec les engagements de la France auprès de l'Union européenne et des Nations Unies.

### **Intersyndicale du Service des droits des femmes et de l'égalité**

Le 4 mars 2009